

Le 30 juin 2014



L'HISTOIRE RETIENDRA UN RENDEZ-VOUS UNIQUE MANQUÉ

Le bras de fer que l'ensemble du corps des ICNA s'était préparé à livrer pour son avenir n'a pas eu lieu. Le gouvernement et son administration, après avoir rapidement placé ses pions, ont su l'éviter. Une analyse à froid s'impose et l'UNSA-ICNA vous la doit car trop de choses fausses ou approximatives ont été écrites. D'ailleurs, ne nous trompons pas, la DSNA et les ICNA sont toujours dans un état critique, car ce ne sont pas

les promesses concédées ces derniers jours qui vont changer grand chose. Pourtant le constat d'une DSNA à bout de souffle après RP1 était partagé de tous. L'élan exceptionnel de tout un corps, soucieux de reprendre en main son destin, a brusquement été arrêté par l'arrivée d'un courrier, dont la teneur n'a pourtant rien de bien rassurant pour l'UNSA-ICNA. Comment, pourquoi un tel revirement ? Et après ? L'UNSA-ICNA informe.



La fantastique stratégie du courrier...

Le piège était connu, et pourtant...

En l'espace d'un an, deux courriers traitant de cette problématique RP2 (*en juin 2013 et janvier 2014*), à chaque fois dûment signés par le Ministre, avaient déjà permis la levée des deux préavis d'un SNCTA à chaque fois très convaincu et très rassuré, mais qui pourtant se voit à chaque fois contraint d'en redéposer un six mois plus tard... En octobre dernier, un autre courrier, de la Commission Européenne cette fois-ci, avait encore permis la levée d'un préavis du SNCTA avec l'ATCEUC sur ces mêmes revendications.

Leçons tirées du passé, c'était dit lors des assemblées générales, cette fois promis, il fallait du solide. Cette ruse (et quelle ruse...!) ne pourrait sérieusement plus fonctionner... Raté.

Des enjeux pourtant connus de tous, enfin presque...

Le constat d'une DSNA à la dérive, à sauver en urgence était pourtant partagé de tous. Du moins, le message porté par les Bureaux Nationaux auprès de la profession était clair.

Le besoin de financement de la DSNA, pour le maintien en conditions opérationnelles des outils actuels et les investissements pour leur renouvellement, devait être maintenant garanti.

La détermination sans faille des syndicats, la durée du préavis et l'état de mobilisation des ICNA semblaient empêcher une levée sans garantie concrète... Raté.

Pire, avec un taux de redevance bien loin des attentes des organisations syndicales, la levée du préavis avec l'obtention d'une table ronde sur « les métiers des ICNA » laisse perplexes les ICNA qui pensaient se mobiliser pour le financement de la DSNA plutôt que pour aller négocier

un accord ICNA. L'UNSA-ICNA, lui, fidèle à ses valeurs et aux engagements pris en AG face aux ICNA, avait été clair dans ses revendications. Nous exigeons un taux de redevances ambitieux pour garantir les financements de l'entretien de nos outils (*dont les défaillances répétées sont une menace pour la sécurité*) et leur renouvellement, et des recrutements permettant de mettre un terme à la spirale de la baisse des effectifs et de préserver l'organisation du travail des ICNA. **Évidemment, avec de telles ambitions, l'instauration d'un rapport de force en faveur des ICNA était indispensable... Raté.**

La leçon de négocier

Beaucoup de choses ont été écrites sur les heures de négociation. Beaucoup de choses inexacts et les donneurs de leçons devraient y regarder à deux fois. L'UNSA-ICNA ne s'est ni laissé imposer le rythme des négociations, ni berné par les tentatives de déstabilisation décrites dans le guide du bon négociateur de l'administration. Qui croit



☞ suite de la page 1

l'administration quand elle dit que les négociations seront terminées le dimanche midi, soit 2 jours avant le début du préavis et 7 jours avant la fin d'un conflit qui s'annonce historique et qui inclut une des périodes les plus chargées de l'année ? Elle nous joue le coup, que chacun a pu expérimenter dans sa vie de consommateur, du concessionnaire auto ou du vendeur de canapés qui affirme nous faire la promo du siècle à la seule condition de signer maintenant car demain l'offre exceptionnelle ne sera plus valable... ben voyons. **Ni sous le coup de l'émotion, ni sous le coup de la panique, l'UNSA-ICNA est resté sur ce pourquoi les ICNA l'avaient mandaté : obtenir des garanties de financement pour nos outils et nos conditions de travail.** D'ailleurs, dépassant largement cette soit disante deadline, le dialogue social a continué après le dimanche midi puisque l'UNSA-ICNA était encore reçu au Ministère durant plusieurs heures, avec l'UNSA-IESSA, le mercredi après-midi pendant la grève. **L'UNSA-ICNA en short ou en week-end... Raté.**

Second argument avancé, l'impossibilité de modifier le plan de performance sans se faire retoquer par la toute puissante Commission Européenne. Étrangement, le plan de performance de l'Allemagne prévoit une nouvelle fois d'augmenter son taux de 10% en début de période (comme elle l'avait déjà fait pour RP1 et alors qu'à l'époque aussi la DGAC affirmait que c'était impossible). **Un autre choix était donc envisageable, celui d'affirmer et d'assumer ses besoins en justifiant les hausses, au lieu de s'excuser de ne pas tenir les**

objectifs prévus par la Commission. Les politiques avaient pourtant pris la bonne résolution d'arrêter de mettre toutes les mauvaises nouvelles du pays sur le dos de l'Europe... Raté.

Des belles paroles... Vraiment ?

Le SNCTA s'évertue depuis quelques jours à démontrer qu'il a obtenu un accord historique pour les ICNA, qui justifie l'abandon du combat. Les deux mesures phares : 60 millions d'euros (grâce à l'anticipation du taux de 2016 en 2015) et l'ouverture d'une mission sur les métiers des ICNA. **Tout d'abord, soyons clairs, le 30 juin pourtant passé, le plan de performance est toujours annoncé comme étant en cours de réécriture et ne nous a pas été présenté dans sa version finale.** Fanfaronner qu'il a obtenu 60 millions, c'est déjà faire état d'une confiance en ce gouvernement et en nos dirigeants à la DGAC que, pour l'UNSA-ICNA, le non respect des engagements précédents a ébranlé. Faut-il rappeler que le dispositif de compensation des trimestres manquants pour les ICNA partant à la retraite devait être publié fin 2013 et est reparti en arbitrage au budget pour une validation encore repoussée à l'examen du projet de loi rectificative du budget 2014? Mais admettons ces 60 millions. Il s'agit de 60 millions pour toute la durée du plan de performance RP2, soit 12 millions en moyenne par an (*inflation incluse...*). Quand la Commission des Finances du Sénat déplore un sous investissement de 100 millions par an, quand l'UNSA-IESSA nous alerte sur les investissements non prévus dans le plan, comme le second réseau à 20 millions par an, ou la Sécurité des Systèmes Informatiques (SSI) à plusieurs dizaines de millions d'euros, pour sécuriser nos réseaux qui

subissent maintenant des tentatives d'attaque de hackers, la récolte semble bien maigre pour se réjouir. Nous ne parlons même pas des coûts d'énergie qui vont exploser avec la cohabitation des systèmes existants et futurs, bien plus gourmands en consommation. **Une hausse donc symbolique du taux et une goutte d'eau dans des budgets qui se calculent en milliards.**

L'UNSA-ICNA ne s'est pas laissé tromper par l'effet euphorisant de voir le taux évoluer pendant la négociation.

Il y a fort à parier que ce geste d'ouverture sur le taux était prévu, tant l'administration avait conscience de la menace de ce préavis fin juin.

Sur la table ronde de la mission ICNA à l'été, le courrier du Ministre au SNCTA nous permet de préciser les choses.

L'UNSA-ICNA ne se serait pas contenté de belles paroles, mais là en plus, à y regarder de plus près, les paroles ne sont pas belles.

Explications. Le mandat de cette mission a été explicité à cette occasion. Dans ce type de courrier, chaque mot est pesé, il est donc intéressant de s'attarder à la lecture. 3 phases sont prévues dans les travaux.

« - la définition d'une vision partagée des enjeux ;

- l'examen des ressources et des moyens disponibles ;

- et enfin l'élaboration de plans d'action permettant de réaliser les objectifs préalablement définis.»

Lettre de M. Cu villier au SNCTA

Après la première phase de définition, la mission sera chargée d'examiner les ressources et les moyens **DISPONIBLES**. Le profil d'évolution

des effectifs ressemble plus à une hypothèse de départ qu'à une hypothèse de travail. Pire, l'élaboration de plan d'action permettant de réaliser les **OBJECTIFS PRÉALABLEMENT DÉFINIS** n'est pas pour nous rassurer. Là aussi, la phrase est plus tournée vers le passé que vers l'avenir, surtout que dans le plan de performance, la capacité des centres et la performance économique sont justement des **OBJECTIFS DÉFINIS**. Le mandat prend alors tout son sens. **Contrairement à ce que veut faire croire le SNCTA, peu de place dans ce mandat pour une contestation des valeurs inscrites dans le plan de performance, mais plutôt un GT organisationnel pour résoudre cette équation insolvable du toujours faire plus, avec moins.**

Enfin, sur l'augmentation du taux pendant la période, bien que cette mesure soit présentée comme LA garantie du SNCTA, reposant tout son argumentaire dessus, **le Ministre ne confirme pas cette possibilité dans son courrier. En effet, la seule référence faite est celle d'un possible «ajustement de l'assiette de coût»,** comprendre la somme des dépenses et leur répartition sur les 3 postes du plan, masse salariale, investissement et fonctionnement. L'augmentation de l'assiette des coûts n'implique pas l'augmentation du taux puisque, administration d'État, nos ressources ne sont prévues QUE par les lois de finances, dissociées des recettes du

BACEA. Il y a bien des seuils d'alerte, prévus dans les règlements européens, qui permettent en cas de bouleversement par rapport aux prévisions de corriger le taux de redevance, mais ils sont déjà connus (prévision de trafic erronées de plus de 2%, correction de l'écart entre l'inflation prévue et réelle...). Pour le reste, augmenter le taux revient à envisager de redéposer un plan de performance, à refaire accepter par la Commission Européenne et nos partenaires du FABEC, co-signataires du plan. **Une démarche à contresens de l'arbitrage gouvernemental rendu, annoncée à l'UNSA-ICNA comme inenvisagée par le Cabinet. Y aurait-il un double discours, ou ce sont des glissements entre les postes de dépense et l'autorisation du recours à l'emprunt via les lois de finances, si l'assiette des coûts est supérieure aux recettes, qui permettront de financer la DSNA ? L'augmentation du taux en cours de période... Raté.**

Gesticulation ou renonciation ?

Malgré une analyse commune sur le sous-financement de la DSNA, **la CGT a préféré se cacher derrière son protocole pour ne pas avoir à analyser le plan de performance présenté par la France.** Alors certes, après avoir signé un protocole 2013 niant la spécificité des contrôleurs, il est difficile pour la CGT de faire marche arrière,

mais ce sont les ICNA qui sont en première ligne pour assurer la sécurité, quand les écrans s'éteignent ou les outils à bout de souffle lâchent. La prise de conscience ces derniers mois des problématiques RP2 par TOUS les ICNA est le fruit d'un travail d'information, par communiqué et en déplacement au plus près des contrôleurs, que les syndicats professionnels ont assuré seuls. **Les accuser de gesticuler, c'est nier ce travail et la vraie prise de conscience par les ICNA des conséquences des règlements européens sur une DGAC fragilisée.** Pourtant la CGT saura elle aussi apprécier ce niveau d'information des ICNA, lorsque SES2+ reviendra à l'ordre du jour.

La légende de la table ronde

Sans cadrage et connaissant les ambitions acerbes des cadres de la DSNA en matière de réorganisation du travail en salle de contrôle, cette table ronde, constatant l'insuffisance des moyens actuels, va rapidement virer au GT FLEX. Qui peut croire que le pilote de cette mission, fût-il extérieur à la DSNA ou la DGAC, prendra ses informations ailleurs qu'à la DSNA ou la DGAC... Sans un auditeur extérieur, capable d'apporter une contre-expertise aux arbitrages rendus, où sera le contre pouvoir ? **A ceux qui espéraient une indépendance vis à vis des cadres de la DSNA ou de la DGAC... Encore raté.**

Obtenir un plan de performance corrigé, avec un taux de redevance nettement réévalué, alors que la date fatidique du 30 juin approchait, était-ce possible ? L'UNSA-ICNA n'a aucun doute, oui ! En y ajoutant les recrutements permettant d'arrêter la baisse des effectifs dans la partie masse salariale, le maintien en conditions opérationnelles des outils avec les vraies échéances, la prise en compte de la SSI de nos réseaux et les recommandations du Sénat dans la partie investissement, les coûts d'énergie et de climatisation réactualisés avec nos futurs besoins dans la partie fonctionnement. Encore fallait-il livrer bataille.

Avec l'abandon du SNCTA et de la CGT au combat, l'histoire retiendra ce rendez-vous manqué pour les ICNA, qui sans garantie sur leurs moyens et leurs ressources, devront se battre chaque fois qu'ils seront attaqués. L'UNSA-ICNA sera à leurs côtés et ne les lâchera pas.

Notre site : www.icna.fr

Nous contacter: unsa@icna.fr